

# La Gazette des Comores

*Paraît tous  
les jours sauf  
les week-end*

**Quotidien Indépendant d'Informations Générales**

18<sup>ème</sup> année - N° 3044 - Mercredi 15 Novembre 2017 - Prix : 200 Fc

OUVERTURE DU 16<sup>ÈME</sup> COLLOQUE RÉGIONAL VIH-SIDA

## La région, pas à l'abri des tendances haussières



Colloque régional sur le VIH Sida au palais du peuple

COMORES TELECOM

**La conseillère juridique d'Oumara  
Mgomri placée en garde à vue**

LIRE PAGE 2

Visitez le site de la Gazette  
[www.lagazettedescomores.com](http://www.lagazettedescomores.com)

**Prières aux heures officielles  
Du 11 au 15 Novembre 2017**

Lever du soleil:  
05h 32mn  
Coucher du soleil:  
18h 11mn

Fadjr : 04h 21mn  
Dhouhr : 11h 55mn  
Ansr : 15h 26mn  
Maghrib: 18h 14mn  
Incha: 19h 28mn



## AGRESSION D'UN JOURNALISTE PAR LE MINISTRE DE L'INFORMATION

## Mohamed Daoudou: "Je l'ai juste bousculé"

*Un journaliste a été agressé par le ministre en charge de l'information. Les faits se sont déroulés hier lors du colloque régional sur le VIH/Sida.*

Oubeidillah Mchangama, journaliste de Radio Kaz, une radio communautaire émettant à M'kazi, a été agressé hier au Palais du peuple par le ministre de l'intérieur en charge de l'information, Mohamed Daoudou.

Le journaliste devait couvrir la cérémonie officielle du lancement du colloque régional sur le VIH/SIDA, hier au palais du peuple. Dans sa plainte auprès du procureur de la République,

Oubeidillah affirme que le ministre de l'information lui a administré une claque: « J'ai reçu une gifle devant public », écrit-il au procureur.

Après cet événement, qui a fait jaser les participants au colloque, La Gazette a croisé le ministre concerné dans le vestibule du palais de Hamramba. A la question de savoir s'il s'en est réellement pris au journaliste physiquement, le ministre de l'information nous lancera: « Je ne l'ai pas giflé. Je l'ai juste bousculé ». Un geste grave que le ministre tentera de dédramatiser.

Pour la petite histoire, tous les témoins oculaires, parmi lesquels des hauts fonctionnaires, soutien-

nent la version de la victime. Le journaliste qui se sent « humilié » par ce coup « dans un lieu public », dit ignorer les raisons qui ont poussé le ministre de l'information à l'agresser physiquement.

L'enquête qui devrait être ouverte par le parquet, apportera peut-être la lumière sur cette affaire qui laisse pantois. En attendant, Oubeidillah Mchangama bénéficie du soutien des internautes qui dénoncent un acte inadmissible dans un pays démocratique.

Toufé Maecha



Oubeidillah Mchangama journaliste de Radio Kaz

## COMORES TELECOM

## La conseillère juridique d'Oumara Mgomri placée en garde à vue

*Rasmia Abdoulanziz, conseillère juridique du directeur général de Comores Telecom, avait été placée en garde à vue hier, à la gendarmerie de Moroni avant d'être relâchée quelques heures plus tard. A l'origine, un conflit qui aurait dégénéré entre la jeune femme et un employé de l'aéroport de Hahaya dans les locaux de Comores Telecom. A l'issue de cette affaire, une personne influente aurait demandé à Mgomri de remercier sa conseillère.*

Les faits se sont déroulés lundi dernier au siège de Comores Telecom, à Volovolo. Un agent de l'Aéroport international Moroni Prince Said Ibrahim (Aimpsi) s'y est rendu pour une course. Sur place, l'agent dont nous taisons volontairement le nom, rencontre la conseillère juridique du directeur général de la société, qu'il semble connaître.

S'en suit alors un échange un peu musclé. L'agent de l'Aimpsi taquine la jeune femme en l'accusant de «

profiter du pouvoir » alors qu'elle n'a pas contribué à l'élection de l'actuel président, sous entendant qu'elle a un poste valorisant, ceci alors même qu'elle n'a pas fait campagne pour le gouvernement actuel. Excédée, Rasmia Abdoulanziz aurait giflé le jeune homme.

Plus tard, le même jour, une convocation de la gendarmerie nationale est envoyée au chef du village de Mitsoudjé, dont est originaire Rasmia Abdoulanziz; à son tour, il le remet à l'intéressée. Le len-

demain, la conseillère juridique d'Oumara Mgomri se rend à la gendarmerie où elle sera gardée quelques heures.

Selon son avocat, que nous avons contacté au téléphone avant qu'elle ne soit relâchée, le commandant [de la gendarmerie] a informé qu'il se rendrait sur les lieux, à Comores Telecom [où les faits se sont déroulés], « pour réunir les éléments afin de compléter le dossier avant de le transmettre [au parquet] ».

Fait inquiétant de l'affaire, lundi

juste après le grabuge à Comores Telecom, une femme influente et proche de l'agent de l'Aimpsi est aperçue au bureau du directeur général de Comores Telecom dans les coups de 14 heures. Nous apprendrons, de sources fiables, qu'elle a adjuré le patron de la société de « suspendre » sa conseillère.

T. Maecha

AB Aviation est la première compagnie Comorienne membre de l'AFRAA (Association des compagnies aériennes africaines). Mr Reza, le Responsable Commercial d'AB Aviation a pris part à la 49ème Assemblée Générale de l'AFRAA dans la capitale Rwandaise, Kigali 12 - 14 novembre 2017. #AGA49AFRAA African Airlines Association #Africa #Comoros #AB\_aviation



## Communiqué

Le Collectif des journalistes a appris avec la plus grande consternation que le ministre de l'Information a porté atteinte à l'intégrité physique de Mr Mchangama Oubeidillah, journaliste à Radio Kaz.

Le Collectif des journalistes rappelle que quels que soient les reproches que le ministre avait à l'endroit de Mr Mchangama Oubeidillah, la violence n'est pas la voie appropriée surtout pour un homme de son rang. Si le Ministre se sentait diffamé, insulté, il aurait dû saisir le tribunal.

Le Collectif des journalistes exige du Ministre de l'Information des excuses officielles à l'endroit de tous les journalistes pour l'acte qu'il a commis, le 14 novembre 2017 au Palais du Peuple dans la matinée.

Le Collectif des journalistes réitère son soutien à Mr Mchangama Oubeidillah et déplore le climat d'insécurité qui prévaut ces derniers temps, lequel empêche les journalistes de faire leur travail dans la sérénité.

Fait à Moroni, le 14 novembre 2017

## Communiqué de Mohamed Daoudou

Depuis plusieurs semaines Oubeidillahi s'en prend à partir d'une station de radio à des membres de ma famille et particulièrement à mon père par ailleurs mort depuis des années. Je lui ai attiré l'attention sur ces propos qui relèvent de ma vie privée par le biais, notamment, du maire du Mbabao ya Dju. D'autres personnes lui ont fait la même remarque. De même, dans la mesure où ces propos ont été rapportés dans une radio, j'en ai parlé à un responsable du Cnapa qui avait alors l'intérim du président du régulateur des médias, Monsieur Mohamed Youssouf.

Malheureusement, Oubeidillahi a continué. Le matin d'hier j'ai essayé de le raisonner et il m'a agressé verbalement. Je me suis trouvé dans l'obligation de défendre mon honneur, cela après avoir pris toutes les précautions citées pour lui demander de mettre fin à ces agissements.

Je peux comprendre que des gens aient pu considérer ma réaction comme inappropriée. Je leur fais toutes mes excuses. Je rappelle à ce propos que tout en étant ministre, je ne suis pas moins une personne comme autre qui ne peut résister indéfiniment qu'on s'en prenne gratuitement à son père, un paisible père de famille sans problème.

Par ailleurs, Oubeidillahi ne détient pas de carte de presse. Je comprends donc mal que des journalistes veuillent se mêler d'une affaire privée. Etant ministre de l'information, je ne vois pas comment je pourrais m'attaquer à des hommes du métier. Les propos de Oubeidillahi étaient des attaques personnelles et n'avaient aucun rapport avec l'information et le métier d'informer.

Mohamed Daoudou

La Gazette des Comores  
l'information libre à votre portée

Quartier Badjanani BP 2216 Moroni Comores  
Tél:(269) 773 91 21 ou 333 26 76

E-mail: la\_gazette@comorestelecom.km

## OUVERTURE DU 16ÈME COLLOQUE RÉGIONAL VIH-SIDA

## La région, pas à l'abri des tendances haussières

*Le président de la République a officiellement ouvert mardi, le XVIème colloque régional sur le VIH-Sida. Un événement qui rassemble surtout le monde scientifique de haut niveau, les chercheurs mais aussi des personnes vivant avec le VIH pour débattre durant trois jours sur cette pandémie.*

"C'est un grand moment pour l'Union des Comores, d'abriter encore aujourd'hui, après 2002 et 2007 le Colloque Régional VIH Océan Indien 2017 et d'accueillir le parterre de scientifiques de haut niveau, présent à cette occasion", a d'emblée déclaré le chef de l'État Azali Assoumani, assurant que sa présence à cette cérémonie marque son engagement personnel et celui de l'État comorien, dans la lutte contre le VIH-Sida.

« Depuis sa première édition en novembre 2002 à l'Île de la Réunion, ce Colloque est l'occasion de rencontres, de partage, de formation, d'information, de réflexion, de plaidoyer et de propositions d'actions pour une réponse régionale

renforcée au VIH/SIDA », a-t-il indiqué. Le président de la République qui se félicite surtout d'un taux de prévalence faible depuis l'apparition du premier cas en 1988 avec une prévalence estimée à moins de 1%.

« Toutefois, les efforts ne doivent pas être relâchés car le risque d'augmentation subsiste dans notre pays et ce, en raison de plusieurs facteurs notamment, la pauvreté, la prévalence élevée des IST (infections sexuellement transmissibles), une faible perception du risque, la précocité sexuelle chez les jeunes, une forte discrimination à l'égard des personnes vivant avec le VIH », fait-il observer.

Même réaction pour Hamada Madi Boléro secrétaire général de la COI pour qui l'engagement au plus haut niveau des États de la région lui semble d'autant plus nécessaire que la région indianocéanique est devenue, dit-il, l'une des premières du monde à éradiquer la maladie.

« En effet, le taux de prévalence du VIH sida reste relativement faible dans notre région mais nous ne sommes pas à l'abri des tendances haussières comme l'a si bien dit le

président pays de l'Onu Sida si d'aventure nous relâchions les efforts de prévention de lutte contre cette maladie », a-t-il déclaré.

« Et c'est aussi par solidarité, valeur qui est cœur de la coopération de la commission de l'Océan indien, que nous plaidons pour une implication forte des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux pour que nous puissions apporter les soutiens nécessaires aux quelque 60000 personnes qui vivent avec cette maladie dans nos îles », a-t-il ajouté.

Et de continuer : « C'est une responsabilité politique, institutionnelle et plus encore une responsabilité morale. Ce colloque nous donne donc l'occasion de réfléchir et de penser ensemble décideurs politiques, acteurs publics, privés et la société civile pour qu'enfin nous puissions parler du Sida au passé ». Le secrétaire général de la COI s'inquiète des ravages que fait cette pandémie depuis le premier dépistage en 1983 avec son lot des décès. D'après-lui plus d'un million de personnes sont décédées dans le monde à cause du VIH-Sida.

« Nous devons aujourd'hui met-



Participants au colloque régional sur le VIH

tre à profit le développement des connaissances sur le virus, mobiliser et sensibiliser la population sur le respect de la Loi protégeant les personnes vivant avec le VIH, pour faire des Comores un pays sans stigmatisation et sans discrimination vis-à-vis de nos concitoyens porteurs malheureusement de ce virus », dira le chef de l'État, rappelant sur le plan institutionnel, la mise en place dès l'année 1990 du programme national de lutte contre le SIDA. « Nous avons décidé d'a-

mener la coordination et l'orientation de la lutte à un niveau plus élevé », a-t-il martelé.

« Ce colloque scientifique et social offre des opportunités considérables en termes d'actualisation des connaissances sur les prises en charges médico-sociales et le soutien apporté aux personnes vivant avec le VIH dans les pays de la zone Océan Indien », dira Dr Sounhadj Atoumane président du comité d'organisation.

**Maoulida Mbaé**

## SOCIÉTÉ

## Améliorer la qualité du poisson aux Comores

*Le programme SmartFish, en collaboration avec le gouvernement comorien, a organisé hier un atelier national sur la problématique de la qualité du poisson. Cette formation a pour objectif de contribuer à la professionnalisation de la pêche traditionnelle par une amélioration de la chaîne de valeurs.*

Une quarantaine d'acteurs de la pêche d'Anjouan, de la Grande Comore et de Mohéli assiste depuis hier mardi à un atelier national qui traite de la problématique de la qualité du poisson impactant l'offre de produits sur le marché, la sécurité alimentaire et la santé publique.

L'objectif est de contribuer à la professionnalisation de la pêche traditionnelle par une amélioration de la chaîne de valeurs. Il est attendu un renforcement de capacités des acteurs de la filière pour démultiplier la formation au sein des communautés de pêcheurs en s'adaptant à leur niveau de langage.

« Le programme Smartfish apporte, à travers cet atelier, un appui de proximité au secteur de la pêche artisanale pour répondre aux besoins des populations comoriennes en matière de produits halieutiques », a dit Satish Hanoomanjee, expert en pêche du programme SmartFish.

Soulaymana Soudjay, pêcheur

de Bimbini, s'est dit fier de prendre part à cette séance de formation. Il a dit la nécessité à mettre l'accent sur l'importance de l'hygiène et d'améliorer l'organisation des sites de débarquement et des marchés.

« Le poisson est l'aliment le plus consommé aux Comores. Les pêcheurs et les vendeurs doivent prendre leurs responsabilités pour éviter les risques sanitaires en respectant les conditions d'hygiène dans la conservation et la transformation du poisson », a dit Soulaymana Soudjay qui appelle les acteurs à sensibiliser les communau-

tés de pêcheurs et commerçants pour la promotion des bonnes pratiques d'hygiène.

A l'issue de cet atelier, les capacités des acteurs de la filière seront renforcées pour de meilleures pratiques de manipulation, de transformation et de vente des produits de la pêche. Ils devront aussi s'engager formellement à la démultiplication de la formation auprès des pêcheurs, transformateurs et vendeurs de poisson de leurs villages respectifs. Les pêcheurs et vendeurs seront sensibilisés afin qu'ils s'approprient et gèrent les sites de débarquement

financés par le projet SmartFish.

« Le Gouvernement comorien, très sensible à ces financements d'infrastructures de débarquement, travaille avec le programme SmartFish pour ces activités d'amélioration de la chaîne des valeurs » déclare Chamouine Soidri, directeur général des Ressources halieutiques. Il a également validé le choix de Domoni du fait de l'importance de l'activité de pêche artisanale sur place.

A Domoni, le projet Smartfish a financé l'aménagement et le nettoyage de trois sites de débarque-

ment et de points de vente. Le programme a aussi élaboré des supports de formation à des fins de sensibilisation pour une meilleure conservation des captures à bord et la conservation à terre du poisson.

**Mohamed Youssouf**

**La Gazette des Comores**  
**Directeur général**  
 Said Omar Allaoui  
**Directeur de la publication et**  
**Rédacteur en chef**  
 Elhad Said Omar  
**Rédaction**  
 A. Mmagaza  
 Maoulida Mbaé  
 Al-hamdi Abdillah  
 Mohamed Youssouf  
 M.I.M Abdou  
 Toufé Maecha  
**Chronique Sportive**  
 B.M. Gondet  
**Mise en page**  
 Abdouchakour Aladi Nourou  
**Secrétaire de rédaction**  
 Sanaa Chouzour  
**Responsable commercial**  
 Mariama Mhoma  
**Documentation archiviste**  
 Rahamatouallah Youssouf  
**Photographe / Site Web**  
 Mohamed Said Hassane  
**Impression**  
 Graphica Imprimerie  
 www.lagazettedescomores.com  
 Tel: 773 91 21/ 322 76 45



Participants à l'atelier sur la qualité du poisson organisé par le projet Smartfish

## TRANSPORT EN COMMUN

# Une grève illimitée déclenchée dans le Hamahamet

*Les conducteurs de bus de la région Hamahamet ont entamé depuis hier, une grève illimitée. Ils réclament la libération de leurs chefs, Mayelé et Idrissa Mohamed, respectivement président et vice-président du syndicat Wusukani Wa Masiwa de la cellule régionale. Les deux leaders sont actuellement en mandat de dépôt.*

Hier, les habitants de la région Hamahamet au nord de Ngazidja ont été contraints de réduire leurs activités. Beaucoup n'ont pas pu se rendre sur leur lieu de travail. Pour cause, la grève illimitée observée par les conducteurs des transports en commun de la région. « Nous avons décidé d'entamer une grève illimitée », a lancé un des grévistes croisé à l'entrée de la ville de M'béni, chef lieu de la région Hamahamet-Mboikou.

Tous protestent contre l'arrestation de deux responsables du syndi-

cat des chauffeurs (Wusukani Wa Masiwa, cellule de Hamahamet). Mayelé et Idrissa Mohamed, respectivement président et vice-président de la cellule syndicale, sont placés en détention depuis lundi. « Tant que nos chefs ne seront pas libérés, nous continuerons la grève », a annoncé Youssouf Hassane, chauffeur professionnel. Sur les ondes de la radio locale (Rtmc, radio privée) il prévient qu'ils iront jusqu'au bout.

Pour dissuader les autres chauffeurs, une amende de 50 000 fc a été décidée et sera imposée à quiconque irait à l'encontre du mot d'ordre. Une décision prise lors d'une assemblée générale tenue la veille, toujours selon Youssouf Hassane. « Nous n'userons pas de la force. Celui qui tentera d'aller à l'encontre de ce qui a été décidé devra répondre de son acte », a dit le numéro 3 de la cellule Hamahamet du syndicat qui précise qu'une commission spéciale a été mise en place pour faire respecter le mot d'ordre de grève.



Gare du nord à Moroni déserté par les transports en commun

Pour la petite histoire, une dispute aurait éclaté la semaine dernière entre les deux hommes interpellés et l'épouse du premier adjoint du sous-préfet de la région laquelle a aussitôt porté plainte. Les deux hommes eux, parlent d'une "simple discussion".

Ces deux chefs de la cellule de

Wusukani Wa Masiwa qui se trouvent actuellement à la maison d'arrêt après avoir été entendus samedi et lundi dernier suite à une plainte contre eux déposée par l'épouse du sous-préfet de région, suite à une dispute. L'épouse du 1er adjoint au préfet les accuse d'agression physique, alors que ces chauffeurs de

Hamahamet évoquent plutôt une simple dispute.

Rappelons que les chauffeurs professionnels étaient en grève récemment, contestant la décision des autorités de rendre obligatoire le paiement de la vignette 2017 à deux mois de la fin de l'année, et les conducteurs du Hamahamet avaient pris la décision de sanctionner la famille de Hamza Assoumani, premier adjoint au préfet, qui, selon eux, « était derrière leur incarcération ». Ils avaient pris alors la décision de ne plus conduire « ni l'adjoint au préfet ni sa famille, de M'béni à Moroni et vice versa ».

L'adjoint au préfet, qui s'est exprimé sur les ondes de la Rtmc, persiste: « Je n'ai fait que mon travail en tant que responsable de la région. Il y avait des routes barrées, j'étais dans l'obligation d'informer les supérieurs. Point barre ».

Ibnou M. Abdou

## SANTÉ PUBLIQUE

## Le Croissant rouge et la Croix rouge renforcent l'hygiène hospitalière

*Des kits d'hygiène hospitalière ont été distribués dans 4 districts de santé de l'archipel. Une initiative de la Croix rouge et du Croissant rouge, dans le cadre du programme de renforcement du système de santé.*

Les districts de Mbadjini-Est, Djando, Mrémani et Pomoni ont reçu des kits d'hygiène, dans le cadre du programme de renforcement du système de santé mené par la Croix Rouge française et le Croissant Rouge comorien. Des kits d'hygiène (petits matériels et produits d'hygiène) et du matériel d'hygiène hospitalière (sacs poubelle, poubelles, boîtes de sécurité, bacs à eau, seaux) ont été remis aux différents services.

« Ces kits permettent au personnel médical de renforcer la qualité de l'hygiène des surfaces lavables dans les zones critiques ainsi que le lavage des mains. Cette dotation sera renouvelée uniquement sur les consommables (savon, eau de javel...) durant le projet », a précisé Ahamada Sabouanta, Coordinatrice nationale du projet santé CRF/CRCO.

Elle a souligné l'amélioration rapide de l'hygiène au niveau de la propreté des surfaces: « Le personnel de santé témoigne déjà de l'amélioration de ses conditions de travail et les patients remarquent des progrès notables dans leur prise en charge », poursuit-elle.

Cette activité est en lien avec les travaux d'amélioration de l'hygiène hospitalière qui ont permis l'accès à l'eau dans toutes les structures de

santé appuyées, point central de l'hygiène des centres. L'équipe projet accompagne aussi les gestionnaires des structures sur la mise en place d'outils de gestion des approvisionnements (fiche de stock, de sortie,...).

« Ce suivi leur permettra de bien gérer, de manière générale, tout approvisionnement venant de près ou de loin dans les structures et d'être capable de pérenniser l'action une fois le projet terminé », a lancé Ahamada Sabouanta. L'hygiène hospitalière a été identifiée comme priorité absolue afin de garantir une véritable amélioration de la qualité des soins en milieu hospitaliers.

Mohamed Youssouf



Remise de matériel d'hygiène hospitalière par la croix rouge et le croissant rouge

A partir du 06 nov 2017

# 07 ans, ça se fête !

AB Aviation 7

## Rempportez le lot !

01 billet d'avion à gagner chaque semaine.

### Comment jouer ?

- Ecoutez Hayba FM 91.7
- Participez au jeu "Haraka nandro Bambu" du lundi au samedi à 18H00.
- Soyez le premier à donner la bonne réponse sur les questions posées.
- Proclamation du gagnant tous les samedis.

avec AB Aviation et HAYBA

VISA Mastercard

facebook abaviationcomores www.flyabaviation.com

AB Aviation www.flyabaviation.com

## HANDBALL : COUPE DES CLUBS CHAMPIONS DE L'Océan INDIEN (Maurice)

## Uhuru club, bon voyage et bonne chance

L'édition 2017 de la Coupe des Clubs Champions de l'Océan indien était prévue à Madagascar du 23 novembre au 2 décembre 2017. Mais à cause de la propagation de l'épidémie de la peste, l'Association Handball de l'Océan indien a jugé prudent de transférer ce prestigieux rendez-vous des handballeuses et handballeurs de la sous région à Maurice du 25 novembre au 3 décembre 2017. Uhuru Club de Mutsamudu (Ndzouani), sans ses handballeuses, représentera les Comores. L'équipe part aujourd'hui.

La Coupe des Clubs Champions de l'Océan indien de 2017 regroupera les prétendants au titre des Comores, Maurice, Mayotte, Réunion, Seychelles. Plus tard, l'Association Handball de l'Océan indien espère la participation de Rodrigue et des Maldives. « A Madagascar, on avait l'intention de présenter 4 équipes, féminines (2) et masculines (2) parce que les frais de

déplacement sont abordables. Mais, la décision de confier aux Mauriciens la compétition, à cause de l'épidémie de la peste, nous démotive. Pour l'heure, seul Uhuru, l'équipe masculine championne de Ndzouani, défendra le flambeau national. Le ministère des sports a offert un chèque d'un million à ces handballeurs de Mutsamudu », explique Magasto Athoumani, patron de la Fédération Comorienne de Handball.

#### Formation des arbitres présents

Avant l'ouverture de la compétition, un stage de perfectionnement des encadreurs techniques aura lieu surplace. Chaque délégation est attendue avec un binôme d'arbitres avant le 23 novembre 2017. Pour information, c'est la 4e fois que les Mutsamudiens d'Uhuru club représente les Comores dans cette prestigieuse compétition indianocéanique : à Madagascar 2014 et 2015, à La Réunion 2010 et aujourd'hui à Maurice. A chaque édition, nos vaillants ambassadeurs terminent

lanterne rouge. Joint par téléphone depuis Mutsamudu (Ndzouani), Gambe Fahad Ahmed, président du club, rapporte : « Nous nous sommes bien préparés. Hélas, faute de fonds suffisants, on part avec un effectif réduit, et aussi sans binôme d'arbitres. Nous partons aujourd'hui. J'espère que tout ira bien, incha Allah »,

Le problème de l'épidémie de la peste n'aurait pas permis aux Malgaches d'organiser les demi-finales de la phase finale du championnat. Le voyage est alors proposé aux clubs disponibles financièrement. Ainsi donc, le tenant du titre Tanà Handball Club d'Analamanga s'est porté volontaire. D'autres candidats malgaches pour le voyage, comme l'Association Sportive de Saint-Michel et le Club Omnisports des Forces Armées sont à la recherche des sous. Aux Comores, c'est le Centre de Formation du Handball de Ngazidja, filles et garçons et les joueuses d'Uhuru club qui déclarent forfait faute de moyens financiers.

BM Gondet

**La Gazette des Comores**  
BP 2216 Moroni - UNION DES COMORES  
Tél. (269) 37-79-80 - 33 26 76

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse postale : \_\_\_\_\_ email : \_\_\_\_\_  
Tél. : \_\_\_\_\_ Fax : \_\_\_\_\_ Mob : \_\_\_\_\_

**Périodicité :**  
3 mois  Montant : \_\_\_\_\_  
6 mois  Montant : \_\_\_\_\_  
12 mois  Montant : \_\_\_\_\_

**Mode de règlement :**  
Espèces   
Chèque  n° \_\_\_\_\_  
Virement bancaire  réf. : \_\_\_\_\_

Moroni le,  
Signature : \_\_\_\_\_

**Tarifs d'abonnement**  
(Valable à compter du 1er janvier 2015)

	Mensuel		Trimestriel		Semestriel		Anuel	
	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro	FC	Euro
Comores	4 500	9	12 500	25	25 000	51	50 000	102
Etranger	6 000	12	17 000	35	32 000	65	62 500	127



**UNION DES COMORES**  
**VICE PRESIDENCE EN CHARGE DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE LA PECHE, DE L'ENVIRONNEMENT,**  
**DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE, ET DE L'URBANISME**  
**DIRECTION GENERALE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FORETS**

**TERMES DE REFERENCE RELATIFS AU DIRECTEUR DU PARC NATIONAL DE MOHELI**

#### Description du poste :

Placé sous l'autorité du ministère en charge de l'environnement, à qui il rend compte, Le directeur du Parc National de Mohéli (PNM) est chargé de la coordination et de l'exécution de toutes les missions confiées au Parc. En cela, il a la responsabilité de soutenir et d'appuyer la mission du Parc dans la préservation de son capital naturel exceptionnel tout en assurant des retombées économiques et sociales pour les populations concernées.

#### Missions administratives et financières :

Le Directeur assure toutes les missions de représentation du Parc au niveau local et national. Il peut aussi le représenter au niveau international en notifiant la VP au préalable. Il peut dans ce cadre, se faire représenter par des membres du comité de gestion ou du conseil scientifique. Il aura ainsi la responsabilité d'assurer le lien avec la future Agence Nationale responsable du réseau des Aires protégées aux Comores une fois mise en place.

Il travaille en étroite collaboration avec le président du comité de gestion, notamment pour la préparation et l'animation des réunions du dit comité et de son bureau dont il assure le secrétariat,

Avec l'appui du chargé de communication, le Directeur du Parc est en charge de la communication avec toutes les parties prenantes pour tous

ce qui a attiré au fonctionnement du Parc et plus généralement pour tout événement de la vie du Parc. A cet effet, Il signe tous les courriers sortants et est destinataire des courriers entrants;

Il est Ordonnateur de toutes les dépenses et est aussi cosignataire avec le Président et le Vice-président du Comité de Gestion, des comptes bancaires du PNM ; c'est également à lui de diligenter les audits annuels externes.

Il prépare les termes de références de tout appel d'offres nécessaire au recrutement de l'équipe du parc (chargés de mission, et agents de terrain) ainsi que pour le recrutement des opérateurs techniques qui seraient identifiés comme nécessaires au parc. Il assure le suivi de la procédure de recrutement, après avis du comité de gestion et ceci conformément aux normes nationales et internationales en la matière et en suivant des règles d'évaluation transparente.

#### Missions techniques :

Le Directeur du Parc est responsable de l'élaboration et de la bonne mise en œuvre du plan de gestion et du plan d'affaire du Parc avec l'appui de l'équipe et de l'assistance techniques,

Annuellement, il prépare le programme d'activités du Parc avec l'appui de l'équipe et de l'assistance techniques. Avec le Responsable Administratif et Financier (ou son équivalent), il établit le budget y

afférent ;

Il assure l'exécution du programme d'activités en adéquation avec le budget correspondant, et établit les rapports d'activités (trimestriels et annuels) avec le concours de son équipe ;

Il développe et met en œuvre l'évaluation périodique de l'efficacité de la gestion et rend compte au comité de gestion et à son autorité de tutelle ;

Il est en charge d'organiser le travail des équipes du Parc y compris les missions de suivi écologique et de surveillance du Parc, en relation avec les autres administrations concernées.

Avec l'appui du conseil scientifique, Il propose au comité de gestion et aux partenaires financiers les projets de recherche et de gestion, et s'assure de leur mise en œuvre..

#### Missions d'animation et de développement communautaire :

Avec ses équipes, il établit des liens réguliers avec les communautés villageoises.

Il s'assure de l'application stricte des accords de cogestion négociés ou qu'il négociera avec les villages du Parc.

Il veille à la cohérence des divers projets à mettre en place au sein du parc,

Il appuie les communautés villageoises dans leurs activités de recherche de financements, et de mise en œuvre de projets de développement au bénéfice de leurs localités

respectives.

Aussi il réalise toute autre tâche qui lui sera demandée par ses supérieurs hiérarchiques, qui soit en lien avec ses missions de Directeur Exécutif du PNM.

#### Profil demandé :

- Formation académique BAC + 5 minimum, en environnement, gestion des ressources naturelles, ou dans tout autre domaine connexe,
- Connaissance approfondie et expérience d'au moins 7 ans dans le domaine de l'environnement en général
- Expérience managériale confirmée d'au moins 10 ans, grandes compétences pour diriger une équipe;
- Capacités analytiques et connaissances pratique du développement des politiques et de la gestion des programmes et projets,
- Haut niveau d'intégrité et de responsabilisation, des approches flexibles de travail couplé à une Capacité de travail et de dialogue dans un cadre de partenariat élargi, avec les élus, les services de l'Union et de l'île de Mohéli, les communautés locales, les scientifiques et les représentants des usagers professionnels et de loisir du milieu marin et terrestre. Familier du milieu scientifique et de la recherche serait un plus.
- Capacité de négociation avec des partenaires techniques et financiers, et de mobilisation des financements ;
- Solides capacités de communication, d'écoute et de négociation,

aisance relationnelle, aptitude à écouter et à mobiliser,

- Facilités rédactionnelles en français, et à la présentation orale ;
- Bien organisé, rigoureux et méthodique dans le travail ;
- La pratique de l'anglais est un atout
- Connaissance et maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel, Power Point, navigation Internet...)

#### Conditions du poste

Poste basé à Nioumachoi (île de Mohéli) avec des déplacements fréquents sur Moroni, les autres îles et à l'étranger en cas de besoin  
Être de nationalité comorienne.

#### Dossier de candidature:

Pour postuler, les candidats doivent soumettre un dossier de candidature comprenant les éléments suivants:

- Une lettre de motivation indiquant les raisons de la candidature
- Un curriculum vitae (CV) détaillé et à jour, ne dépassant pas cinq (5) pages et indiquant la nationalité, l'âge et le genre.
- Les copies certifiées des diplômes et attestations.

Le dossier de candidature doit être déposé, dans une enveloppe A4 fermée, au plus tard **le 23 Novembre 2017 à 12h30** avec la mention « **recrutement du Directeur du Parc National de Mohéli** », à l'adresse suivante : Direction Générale de l'environnement et des forêts Mdé ex cefader

# Le 19e Congrès du PCC, un moment important pour la Chine et pour le monde, selon Dominique de Villepin (INTERVIEW)

PARIS, 7 novembre (Xinhua) – L'affirmation de la puissance chinoise, une vision politique à long terme et une implication croissante sur la scène internationale sont autant de facteurs de stabilité dans un monde marqué par l'incertitude, indique l'ex-Premier ministre français Dominique de Villepin dans un entretien accordé à Xinhua, en livrant son analyse du 19e Congrès du Parti communiste chinois (PCC), tenu entre les 18 et 24 octobre dernier à Beijing.

« Le 19e Congrès du Parti communiste chinois a été un moment important pour la Chine, et pour le monde. Il marque l'affirmation de la puissance chinoise », commente M. de Villepin, qui était le chef de la diplomatie française entre 2002 et 2004 et le locataire de Matignon entre 2005 et 2007.

« Le premier élément qui m'a frappé dans le rapport, c'est l'ambition affirmée de la Chine sur le plan économique et sa volonté de modernisation dans un souci de continuité », dit-il.

« Le deuxième élément qui m'a beaucoup frappé, c'est la vision

politique qui ressort du rapport, avec la consécration de la voie chinoise, d'un socialisme aux caractéristiques chinoises, qui montent bien l'envie, l'appétit, pour rentrer dans une nouvelle ère (...) C'est une feuille de route politique qui me paraît extrêmement forte et claire » poursuit-il.

« Le troisième élément, c'est l'implication accrue de la Chine qui est souhaitée dans les relations internationales. Cette implication rejoint un certain nombre des aspirations des peuples européens, notamment les aspirations au multilatéralisme, à un monde multipolaire et ouvert, et peut permettre encore davantage à l'Europe et à la Chine de travailler ensemble », observe-t-il.

« La première responsabilité que nous partageons avec les dirigeants chinois est de contribuer davantage à la paix et à la justice sur la scène mondiale », souligne M. de Villepin, auteur de "Mémoire de paix pour temps de guerre", ouvrage publié en 2016.

« Preuve de l'implication accrue de Pékin, la Chine est le premier

pays contributeur en forces de la paix parmi les membres du Conseil de sécurité », affirme-t-il, tout en appelant à « un investissement croissant de la Chine » au-delà de son rôle au sein de l'ONU dans le cadre du dénouement de crise.

« Le rôle accru de la Chine est décisif aussi dans d'autres domaines, à commencer par le réchauffement climatique. La Chine a apporté une contribution essentielle et décisive à la réussite de la COP21. La lutte contre les gaz à effet de serre suppose une grande mobilisation internationale », dit-il.

« La Chine a d'autre part marqué sa volonté d'apporter une contribution déterminante en matière de libre-échange. On se rappelle le discours du président chinois Xi Jinping au Forum de Davos », poursuit M. de Villepin, qui siège depuis 2015 au comité international de la China Minsheng, un fonds d'investissement chinois.

« L'initiative OBOR (la Ceinture et la Route) permet à la Chine de montrer la direction dans laquelle elle veut travailler, de contribuer à la stabilité d'un certain

nombre d'États d'Eurasie et de fixer une feuille de route à la fois pour ses entreprises, ses sociétés et en même temps définir un mode de travail avec les pays voisins », note-t-il.

« En matière économique, nous avons besoin dans nos relations avec la Chine de plus de transparen-

ce. Même si nous sommes dans des stades de développement économique différents, il nous faut faire preuve de plus de réciprocité, travailler ensemble dans une logique de coopération, de partenariat, de dialogue et de compréhension », précise-t-il.

## Numéros utiles

### Police

Moroni: 764 46 64  
Fomboni: 772 01 37  
Mutsamudu: 771 02 00

### Gendarmérie

Moroni: 764 49 92  
Fomboni: 772 01 37  
Mutsamudu: 771 02 00

### Immigration

Ngazidja: 773 42 86  
Anjouan: 771 01 73  
Mohéli: 772 01 37

### Aéroport

Hahaya: 773 15 95  
Ouani: 771 07 31  
Mohéli: 772 03 71

### HÔTELS & RESTAURANTS :

Le Select 773 00 31

### Port maritime

Moroni: 773 00 08  
Mohéli: 772 02 57  
Anjouan: 771 01 43

### Hopitaux

Moroni: 773 25 04  
Fomboni: 772 03 73  
Mutsamudu: 771 00 34

### Banques

BIC: 773 02 43  
Eximbank: 773 94 01  
Banque centrale: 773 10 02  
SNPSF: 764 43 00  
Meck: 773 36 40

### MAMWE

Moroni: 773 48 00  
Mutsamudu: 771 02 09  
Fomboni: 772 05 18



## Le Réseau régional "Entreprendre au Féminin Océan Indien - EFOI" élu au poste de Secrétaire Général du "Réseau Francophone des Femmes Entrepreneurs"

La Conférence des femmes de la Francophonie organisée par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) à l'initiative de sa Secrétaire générale, Madame Michaëlle Jean, s'est tenue début novembre 2017 à Bucarest sous le haut patronage du Président de la Roumanie, S.E.M. Klaus Werner Iohannis.

Près de 800 femmes et hommes du monde francophone ont répondu à l'appel pour partager leurs expériences en matière de promotion de l'égalité Hommes - Femmes et notamment Madame Ameenah Gurib-Fakim, Présidente de la République de Maurice ainsi que plusieurs Ministres et autorités des États membres de la Commission de l'océan Indien (COI) également membres de l'OIF.

Placée sous le thème général « *Création, innovation, entrepreneuriat, croissance et développement : les femmes s'imposent* », la Conférence de Bucarest était axée sur l'autonomisation économique des femmes.

Invité par l'OIF, le Réseau régional des femmes entrepreneures de l'océan Indien (EFOI) a activement participé à la "Concertation technique sur le fonctionnement et la gouvernance du Réseau des femmes entrepreneures de la Francophonie" en cours de création.

Figurant parmi les trois grands témoins pour ce groupe de travail, la Présidente régionale EFOI, Mme Ginette Villeneuve-Anaudin, a présenté le réseau EFOI ainsi que ses importantes réalisations, depuis sa création en 2007, dans le domaine des échanges de savoir-faire entre les femmes entrepreneu-

res des cinq États membres de la Commission de l'océan Indien (Union des Comores, France / Réunion, Madagascar, Maurice et Seychelles).

La structuration et la longue expérience de EFOI dans le domaine du réseautage et de l'animation d'un réseau régional de concertation, d'échanges et de renforcement des compétences, a conduit les participantes à cette concertation à élire à l'unanimité le réseau régional EFOI au poste de Secrétaire Général au sein du Secrétariat intérimaire mis en place pour formaliser cette plateforme d'échanges dans l'espace francophone au cours des 12 mois à venir. EFOI a désigné Madame Hissane Guy, Présidente de la plateforme des femmes entrepreneures de l'Union des Comores, membre du réseau régional, pour occuper ce poste.

La présidence du Réseau francophone des femmes entrepreneures, assurée par Mme Monica Jiman de la Roumanie, et cinq administratrices représentant l'Afrique de l'Ouest, l'Afrique Centrale, le Maghreb, l'Asie et l'Amérique du Nord ont été désignées pour compléter l'équipe du bureau intérimaire.

La Conférence de Bucarest s'est achevée sur "l'Appel de Bucarest" qui ouvre des horizons meilleurs pour l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes dans l'espace francophone incluant l'Indianocéanie.

Entreprendre au Féminin Océan Indien - EFOI saisit cette occasion pour réitérer ses sincères remerciements à l'égard de la Commission de l'océan Indien (COI) qui a



Femmes entrepreneures francophones à Bucarest

soutenu la création et l'animation de ce réseau régional depuis 2007 et qui continue d'appuyer le renforcement de ses capacités au travers des programmes d'action financés par ses partenaires notamment la Banque Africaine de Développement (BAD), l'Union Européenne (UE) en faveur de l'autonomisation économique des femmes de l'Indianocéanie.

EFOI exprime, également, toute sa reconnaissance à l'endroit de l'OIF pour la confiance qu'elle place dans les capacités des femmes entrepreneures de l'océan indien pour une contribution effective à l'édification de notre Réseau francophone. Nous exprimons, ici, notre attachement à l'action de la Secrétaire générale Michaëlle Jean de faire en sorte que toutes les femmes de la

francophonie "s'imposent"!

EFOI était représentée par Mme Ginette Villeneuve Anaudin, Présidente Régionale, Mme Jennifer Soupin, Présidente EFOI-Région Maurice, Mme Hissane Guy, Présidente EFOI-Comores, Mme Sylvia Pagès, Présidente d'honneur EFOI-Madagascar et Mme Harilala RAMANANTSOA, EFOI-Madagascar. La participation du réseau a bénéficié du soutien financier de l'OIF, de l'association EFOI Region Maurice et de l'appui technique de la Chargée de Mission de la COI, responsable du dossier Genre, Mme Koulthoum Djamadar.

**Ginette Villeneuve Anaudin**  
Présidente Régionale  
EFOI